

AFFLUX DE MIGRANTS À CALAIS: MANIFESTATION POUR DAVANTAGE D'EFFECTIFS POLICIERS



Deux-cents personnes, selon la préfecture, 500 pour les organisateurs, principalement des policiers, mais aussi des agriculteurs, quelques commerçants et des habitants, ont manifesté lundi à Calais à l'appel du syndicat **UNITÉ SGP POLICE-FO**, pour réclamer une hausse des effectifs de police face à l'afflux de migrants.

«Les fonctionnaires de police n'arrivent plus à assurer la sécurité des Calaisiens et la leur, c'est pourquoi nous demandons au ministre de l'Intérieur un renforcement des effectifs de police», a déclaré, lors d'une prise de parole, Thierry Depuyt, responsable régional du syndicat **UNITÉ SGP POLICE-FO**.

Une trentaine de tracteurs, une dizaine de poids lourds et une centaine de voitures ont participé à une opération escargot qui a démarré peu avant 11H00 d'un rond-point situé à proximité du port pour prendre la direction du centre de Calais en empruntant une rocade. Une délégation devait être reçue à la sous-préfecture.

Le nombre de migrants présents à Calais d'où ils tentent d'embarquer pour la Grande-Bretagne, considérée comme un Eldorado, a été multiplié par quatre depuis le début de l'année pour atteindre 1.500, selon la préfecture du Pas-de-Calais. Ils viennent surtout d'Afrique de l'Est et sont installés dans des campements sauvages et des squats.

«Ce rassemblement se veut pacifiste, sans aucune connotation raciste», a déclaré Thierry Depuyt, affirmant qu'il y a actuellement «2.000 à 2.500 migrants à Calais». «Des milliers attendent aux portes de l'Italie pour se diriger vers l'Eldorado britannique», a-t-il souligné.

«Cette explosion de migrants à Calais a des répercussions locales sur le marché de l'immobilier et pour la sécurité des biens et des personnes», a estimé M. Depuyt.

Des agriculteurs ont participé au rassemblement. «Nous subissons les dégâts des migrants sur nos récoltes, dans nos champs», a déclaré à l'AFP Pierre Lavallée, responsable de la FDSEA de Calais. «Ils squattent des bâtiments agricoles», a-t-il précisé.

Pour Gilles Debove, responsable du syndicat **UNITÉ SGP POLICE-FO**, «l'ensemble des citoyens de Calais se rend compte que la situation est de plus en plus difficile». «On n'est pas assez nombreux pour intervenir», a-t-il affirmé, réclamant 20 postes supplémentaires de policiers de sécurité publique (en plus des 160 présents actuellement, ndlr) et 30 postes supplémentaires pour la police aux frontières (PAF).

Il a mis en avant «la hausse de délinquance»: «Il y a beaucoup de vols de portables, des vols dans les magasins, des tentatives de viol», et évoqué «l'agression d'une commerçante la semaine dernière».

«Il s'agit d'un fait isolé», a expliqué à l'AFP le directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais Thierry Alonso: «Une commerçante s'est fait voler son tiroir-caisse la semaine dernière par quatre migrants.»

Rappelant que des élections professionnelles dans la police doivent avoir lieu prochainement, il a déclaré qu'«il est évident qu'une concentration de migrants voulant se rendre en Grande-Bretagne et ne pouvant y parvenir entraîne des problèmes de délinquance».

«On constate surtout des plaintes pour vols de téléphones portables», a-t-il souligné. «Dans une circonscription de 100.000 habitants, on a forcément des éléments de délinquance en rapport avec la taille de la population, tout n'est pas imputable aux migrants.» «On a affaire à un phénomène réel qu'il ne faut pas minimiser mais pas non plus amplifier.»

«La stigmatisation des exilés présents à Calais ne résoudra pas la situation», ont réagi dans un communiqué commun cinq associations de soutien aux migrants (Calais, ouverture et humanité, Fraternité migrants du Bassin minier 62, le réveil voyageur, Salam et Terre d'errance).

«Augmenter la sécurisation du port ne pourra qu'accentuer l'impasse dans laquelle se trouvent les migrants. Seule une politique publique d'hospitalité respectueuse des droits humains permettra une résolution apaisée de cette situation», ont ajouté ces associations.

Deux compagnies de CRS, soit 120 personnes, ont été affectées depuis l'été à la sécurisation des alentours du port, où plusieurs intrusions massives de migrants se sont produites au cours des dernières semaines.